
Troisième session, trentième Législature

Third Session, Thirtieth Legislature

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Projet de loi n° 254

Bill No. 254

Loi modifiant la Loi sur l'évaluation
foncière

An Act to amend the Real Estate
Assessment Act

Première lecture

First reading

Mr GOLDBLOOM

Projet de loi n^o 254

Loi modifiant la Loi sur l'évaluation
foncière

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit :

1. L'article 1 de la Loi sur l'évaluation foncière (1971, chapitre 50), modifié par l'article 1 du chapitre 46 des lois de 1972 et l'article 1 du chapitre 31 des lois de 1973, est de nouveau modifié :

a) par le remplacement du paragraphe *t* par le suivant :

« *t* » « revenus nets » : pour les fins de l'article 100, dans le cas d'une corporation, les revenus nets de toute source avant impôt, tels qu'ils apparaissent aux états financiers présentés annuellement aux actionnaires ou aux sociétaires, plus la moitié de l'excédent des gains en capital sur les pertes en capital ou moins la moitié de l'excédent de telles pertes sur tels gains, à l'exclusion toutefois des dividendes provenant de corporations canadiennes imposables et des revenus nets provenant de la location de terrains ou de bâtiments; dans le cas d'un particulier, ses revenus nets avant impôt provenant de l'exploitation d'un réseau visé au paragraphe 1 de l'article 100 plus la moitié de l'excédent des gains en capital sur les pertes en capital provenant de l'aliénation de biens utilisés dans cette exploitation ou moins la moitié de l'excédent de telles pertes sur de tels biens; aux fins du présent paragraphe, les gains en capital et les pertes en capital sont calculés conformément à la Loi sur les impôts (1972, chapitre 23); »;

Bill No. 254

An Act to amend the Real Estate
Assessment Act

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows :

1. Section 1 of the Real Estate Assessment Act (1971, chapter 50), amended by section 1 of chapter 46 of the statutes of 1972 and by section 1 of chapter 31 of the statutes of 1973, is again amended :

(a) by replacing paragraph *t* by the following :

“(t) “net revenue”: for the purposes of section 100, in the case of a corporation, the net revenue from any source, before taxes, as entered in the annual financial statement submitted to shareholders or partners, plus one-half of the amount by which the capital gains exceed the capital losses or minus one-half of the amount by which such losses exceed such gains, but excluding dividends from taxable Canadian corporations and net revenue from the lease of lands or buildings; in the case of an individual, his net revenue before taxes from the operation of a system referred to in subsection 1 of section 100 plus one-half of the amount by which the capital gains exceed the capital losses from the disposition of property used in such operation or minus one-half of the amount by which such losses exceed such property; for the purposes of this paragraph, capital gains and capital losses are computed in accordance with the Taxation Act (1972, chapter 23);”;

NOTES EXPLICATIVES

L'article 1 propose, par son paragraphe a, une nouvelle définition de l'expression « revenus nets ». Le même article, par son paragraphe b, supprime la définition de l'expression « manuel d'évaluation », laquelle n'est plus requise.

L'article 2 allonge de trente à quatre-vingt-dix jours le délai de nomination en cas de vacance au poste d'évaluateur et permet à la municipalité de faire elle-même la nomination bien que le délai soit expiré, moyennant, dans ce cas, l'autorisation du ministre.

L'article 3 a pour but d'édicter une sanction envers quiconque est trouvé coupable d'entrave à l'évaluateur ou à son représentant dans l'exercice de leur droit de visite.

L'article 4 a pour but d'édicter une sanction envers quiconque est trouvé coupable d'entrave à l'évaluateur ou à son représentant dans l'exercice de leur droit aux renseignements pertinents ou de leur nuire par de faux renseignements.

L'article 5 permet au ministre, par le truchement d'un mandataire, de connaître l'état de l'évaluation des biens-fonds dans une corporation municipale donnée.

L'article 6 réduit la périodicité du rôle de cinq ans à un an et il précise les droits respectifs de l'évaluateur, de la municipalité et de la corporation municipale quant à la confection, à la propriété et à la garde du rôle.

L'article 7 ajoute de nouveaux éléments qui, selon la loi, doivent faire l'objet d'une inscription au rôle, à savoir les régimes spéciaux et les exemptions. Cet article habilite en plus le ministre, au lieu du lieutenant-gouverneur en conseil, à réglementer sur

EXPLANATORY NOTES

Section 1 proposes, in paragraph a, a new definition of the expression "net revenue". The same section, in paragraph b, strikes out the definition of "assessment handbook", which is no longer required.

Section 2 extends from thirty days to ninety days the delay provided for the appointment of an assessor should that office become vacant and allows the municipality itself to make the appointment even when the delay has expired, provided, in such case, that the municipality has the authorization of the Minister.

Section 3 provides for a penalty to any person found guilty of hindering the assessor or his representative in the exercise of their right to visit.

Section 4 provides for a penalty to any person found guilty of hindering the assessor or his representative in exercising their right to information or to mislead them with false information.

Section 5 allows the Minister to be informed, through a mandatary, of the state of affairs regarding the assessment of the real estate of a given municipal corporation.

Section 6 reduces the periodicity of the roll from five years to one year and specifies the respective rights of the assessor, the municipality and the municipal corporation in respect of the preparation, ownership and custody of the roll.

Section 7 adds new elements which, in accordance with the act, are subject to entry on the roll, to wit: special provisions and tax exemptions. In addition, this section empowers the Minister, not the Lieutenant-Governor in Council, to make regulations

b) par l'abrogation du paragraphe *w*.

2. L'article 2 de ladite loi, modifié par l'article 2 du chapitre 46 des lois de 1972 et l'article 2 du chapitre 31 des lois de 1973, est de nouveau modifié par le remplacement du dernier alinéa par les suivants:

« La municipalité doit pourvoir au poste d'évaluateur dans les quatre-vingt-dix jours de sa vacance, à défaut de quoi le ministre est habilité à se substituer au conseil selon l'article 98.

Après l'expiration du délai et tant que dure la vacance, la municipalité peut faire la nomination et fixer le traitement si le ministre l'y autorise. »

3. L'article 4 de ladite loi est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant :

« Le propriétaire ou l'occupant qui refuse l'accès de l'immeuble à l'évaluateur ou à son représentant agissant en vertu du premier alinéa, ou qui lui porte entrave, commet une infraction et est passible, sur poursuite sommaire, en plus des frais, d'une amende d'au moins \$100 et n'excédant pas, jusqu'à concurrence de \$50,000, un pour cent de la valeur subséquemment inscrite au rôle dès le dépôt de ce rôle et nonobstant tout pourvoi en vertu des sections VIII et IX. »

4. L'article 5 de ladite loi est modifié par le remplacement du second alinéa par le suivant :

« S'il refuse sans excuse légitime de fournir les renseignements ou s'il en fournit de faux, il est passible, sur poursuite sommaire, en outre des frais, de la pénalité prévue à l'article 4. »

5. L'article suivant est ajouté après l'article 5 de ladite loi :

« **5a.** Le Ministre peut mandater quiconque n'est pas à l'emploi d'une municipalité ou d'une corporation municipale à exercer les attributions dévolues à l'évaluateur en vertu des articles 4 et 5, y compris celle d'agir par un employé, et charger cette personne de lui faire rapport sur les questions qu'il indique relative-

(b) by repealing paragraph *w*.

2. Section 2 of the said act, amended by section 2 of chapter 46 of the statutes of 1972 and by section 2 of chapter 31 of the statutes of 1973, is again amended by replacing the last paragraph by the following paragraphs:

"The municipality must fill the office of assessor within ninety days on its becoming vacant, failing which the Minister has the power to act in the place of the council, in accordance with section 98.

After the delay has expired, and for such time as the office remains vacant, the municipality may make the appointment and fix the salary, if authorized to do so by the Minister."

3. Section 4 of the said act is amended by adding, at the end, the following paragraph:

"The owner or occupant who refuses access to the immovable to the assessor or his representative acting by virtue of the first paragraph, or hinders him, is guilty of an offence and is liable, on summary proceeding, in addition to the costs, to a fine of not less than \$100 nor in excess of, up to \$50,000, one per cent of the value subsequently entered on the roll from the deposit of such roll and notwithstanding any recourse pursuant to divisions VIII and IX."

4. Section 5 of the said act is amended by replacing the second paragraph by the following:

"If he refuses without legitimate reason to give the information, or gives false information, he is liable, on summary proceeding, in addition to costs, to the penalty provided in section 4."

5. The following section is added after section 5 of the said act:

"**5a.** The Minister may commission any person not employed by a municipality or municipal corporation to discharge the duties vested in the assessor by virtue of sections 4 and 5, including that of acting through an employee, and instruct such person to report to him on such matters as he indicates regarding the assess-

toute matière d'ordre administratif reliée à la confection et à la mise à jour du rôle.

L'article 8 oblige l'évaluateur à dater l'évaluation des immeubles en fonction du 1^{er} janvier précédant le dépôt du rôle.

L'article 9 précise le régime fiscal des commissions de transport à caractère public ainsi que du Bureau d'assainissement des eaux du Québec métropolitain, tel qu'il aurait dû être défini dès l'entrée en vigueur de la Loi sur l'évaluation foncière.

L'article 10, d'une part, propose une nouvelle rédaction des deux premiers alinéas de l'article 21 de la Loi sur l'évaluation foncière de manière à éliminer certaines ambiguïtés d'interprétation; d'autre part, il réduit de la moitié à un quart la proportion requise des intéressés habilités à interjeter appel devant la Commission municipale de l'imposition d'une compensation sur une ferme ou un boisé.

L'article 11 limite au 31 décembre précédant l'exercice financier pour lequel un rôle est fait la date limite à laquelle le ministre peut autoriser le dépôt de ce rôle. Il dispose en plus qu'à un rôle déposé tardivement est substitué le rôle en vigueur le dernier jour où le dépôt pouvait légalement être fait.

L'article 12 est de concordance avec l'article 26 et avec l'article 13.

L'article 13 dispose que le délai de plainte, dans le cas où le ministre autorise l'envoi de l'avis d'évaluation et du compte de taxes après le 1^{er} mars, est de deux mois à compter de la date autorisée par le ministre.

L'article 14, par son paragraphe a, est de concordance avec le paragraphe 1 de l'article 6 de la Loi sur l'évaluation foncière tel que remplacé par l'article 6 de la présente loi. Par son paragraphe b, l'article 14 dispose que le greffier a le devoir de modifier le rôle pour le rendre conforme à toute décision de dernier ressort rendue sur une plainte ou une contestation et que cette modification doit se faire dans les trente jours suivant la date du jugement de dernier ressort ou de l'envoi de l'avis du Bureau d'évaluation. Par son paragraphe c, le même article dispose que tout remboursement de taxes foncières consécutivement à une décision sur une plainte ou une contestation doit avoir lieu dans un délai

concerning administrative matters relating to the preparation and keeping up-to-date of the roll.

Section 8 requires the assessor to date the assessment of immovables as of 1 January preceding the deposit of the roll.

Section 9 establishes the fiscal provisions regarding transit commissions of a public nature and the Greater Québec Water Purification Board as they should have been established from the coming into force of the Real Estate Assessment Act.

Section 10, on one hand, proposes a new draft for the first two paragraphs of section 21 of the Real Estate Assessment Act so as to eliminate certain ambiguities of interpretation; on the other hand, it reduces from one-half to one-quarter the required proportion of interested persons for an appeal before the Municipal Commission from the imposition of a compensation on a farm or woodlot.

Section 11 limits to 31 December preceding the fiscal year for which a roll is prepared the final date on which the Minister may authorize the deposit of the said roll. It also provides that the roll in force on the last day the deposit should have been made replaces the roll deposited after the delay for deposit has expired.

Section 12 provides concordance with section 26 and section 13.

Section 13 establishes that the delay to lodge a complaint, in the case where the Minister authorizes the sending of the notice of assessment and the tax account after 1 March, is two months from the date authorized by the Minister.

Paragraph a of section 14 provides concordance with subsection 1 of section 6 of the Real Estate Assessment Act as replaced by section 6 of this act. Paragraph b provides that the clerk is required to alter the roll to make it comply with any final decision rendered on a complaint or on a contestation and that such alteration must be made within thirty days after the date of the final decision or of the sending of the notice by the Board of Revision. Paragraph c of the same section provides that any refund of real estate taxes following a decision on a complaint or a contestation must be made within thirty days after the day of the alteration of the roll.

ment à l'évaluation des immeubles de la municipalité qu'il désigne.

Les infractions à l'encontre d'un pouvoir exercé en vertu du présent article et les pénalités qui y sont respectivement attachées sont prévues, *mutatis mutandis*, au second alinéa des articles 4 et 5, sauf que le quantum de l'amende procède de la valeur au rôle en vigueur au moment de l'infraction. »

6. L'article 6 de ladite loi est remplacé par le suivant :

« **6. 1.** L'évaluateur fait le rôle pour chaque exercice financier.

2. Le rôle est propriété de la corporation municipale ou, selon le cas, de la corporation de comté agissant en vertu de l'article 38.

Les documents rassemblés ou préparés par l'évaluateur en vue de la confection du rôle, qu'ils aient servi ou non à cette fin, appartiennent au propriétaire du rôle. Toutefois, la municipalité, par son évaluateur, est constituée gardienne de ces documents, au bénéfice de leur propriétaire.

Les documents visés au deuxième alinéa du présent paragraphe sont confidentiels, sauf la faculté pour un propriétaire de consulter tout document relatif à son immeuble.

Le ministre peut, sans frais, obtenir du greffier une copie ou quelque extrait du rôle en vigueur ou du rôle antérieur au rôle en vigueur.

Il peut aussi mandater une personne à prendre connaissance des documents déclarés confidentiels en vertu du présent article et enjoindre à cette personne de lui faire rapport sur ses constatations. Le cas échéant, l'évaluateur doit produire et exhiber au mandataire du ministre qui lui en donne l'ordre quelque document déclaré confidentiel en vertu du présent article. »

7. L'article 7 de ladite loi, modifié par l'article 3 du chapitre 46 des lois de 1972, l'article 71 du chapitre 6 des lois de 1972 et l'article 3 du chapitre 31 des lois de 1973, est remplacé par le suivant :

« **7. 1.** Chaque fois que la loi dispose soit que la valeur imposable d'un immeu-

ment of immoveables in the municipality be designates.

Offences in contravention of authority exercised in virtue of this section and the penalties attaching thereto, respectively, are provided for, *mutatis mutandis*, in the second paragraph of sections 4 and 5, except that the amount of the fine is related to the value on the roll in force at the time the offence is committed."

6. Section 6 of the said act is replaced by the following :

“**6. (1)** The assessor shall prepare the roll for each fiscal year.

(2) The roll is the property of the municipal corporation or, as the case may be, the county corporation acting by virtue of section 38.

The documents gathered or prepared by the assessor for the preparation of the roll, whether or not they were used for such purpose, are the property of the owner of the roll. However, the municipality, through its assessor, is the custodian of such documents, for the benefit of their owner.

The documents referred to in the second paragraph of this subsection are confidential except that an owner is entitled to examine any document relating to his immovable.

The Minister may, without cost, obtain from the clerk a copy of or any extract from the roll in force or the roll preceding the roll in force.

He may also commission a person to examine the documents declared confidential by virtue of this section and require such person to report to him on his findings. Where such is the case, the assessor must present and exhibit to the mandatar of the Minister, if ordered by him to do so, any document declared confidential by virtue of this section."

7. Section 7 of the said act, amended by section 3 of chapter 46 and section 71 of chapter 6 of the statutes of 1972 and by section 3 of chapter 31 of the statutes of 1973, is replaced by the following :

“**7. (1)** Wherever the law provides that the taxable value of an immovable

de trente jours suivant celui de la modification du rôle.

L'article 15 dispose que le délai pour porter plainte sur la valeur locative d'un immeuble court à compter de la date à laquelle la taxe est exigible.

L'article 16 prévoit que l'évaluation dans les territoires non-organisés peut être faite par la corporation de comté.

L'article 17 et l'article 18 sont des articles de coordination législative avec l'article 681a du Code municipal édicté par l'article 28 du projet de loi no 43 de 1975.

L'article 19 corrige une défectuosité dans la rédaction de l'article 44 de la Loi sur l'évaluation foncière.

L'article 20 oblige tout membre permanent et à plein temps du Bureau de révision de l'évaluation foncière du Québec à consacrer ses services exclusivement au Bureau.

L'article 21 enlève au Bureau de révision, lorsque le plaignant est représenté par procureur, l'obligation qu'il avait de siéger en dehors des heures normales de travail pour l'audition de toute plainte portant sur une valeur foncière inférieure à \$50,000 ou sur une valeur locative ou annuelle inférieure à \$3,000, sauf du consentement du plaignant.

L'article 22 permet à l'évaluateur de déléguer un de ses subalternes pour le remplacer comme témoin devant le Bureau de révision.

L'article 23 augmente de \$50,000 à \$250,000, la valeur foncière et de \$3,000 à \$25,000, la valeur locative au-dessus de laquelle, au cours de l'audition d'une plainte dont cette valeur fait l'objet, la sténographie, la sténotypie ou l'enregistrement est obligatoire.

L'article 24 précise la tarification des frais taxables applicable devant le Bureau de révision.

L'article 25, par son paragraphe a, est de concordance avec l'article 8. Par son paragraphe b, il permet au Bureau de révision de recevoir une plainte déposée tardivement par suite de force majeure ou de l'expédition tardive de l'avis d'évaluation.

L'article 26 dispose que la plainte en révision du rôle d'évaluation doit être accompagnée d'une copie ou d'un fac-similé du compte de taxes et que désormais, cet envoi se fait au secrétaire de la section du Bureau de révision plutôt qu'au greffier de la corporation municipale.

Section 15 provides that the delay to lodge a complaint concerning the rental value of an immoveable runs from the date on which the tax is exigible.

Section 16 provides that assessment in non-organized territories may be made by the county corporation.

Section 17 and section 18 are provisions establishing concordance with article 681a of the Municipal Code enacted by section 28 of Bill No. 43 of 1975.

Section 19 rectifies a faulty drafting in section 44 of the Real Estate Assessment Act.

Section 20 requires every permanent member of the Québec Real Estate Revision Board working on a full-time basis to devote his time exclusively to the affairs of the Board.

Section 21 frees the Board of Revision, when the complainant is represented by an attorney, from the obligation it had to sit outside regular working hours to hear any complaint dealing with a real estate value of less than \$50,000 or an annual rental value of less than \$3,000 unless the complainant assents to it.

Section 22 enables the assessor to delegate one of his assistants to replace him as a witness before the Board of Revision.

Section 23 increases from \$50,000 to \$250,000 the real estate value and from \$3,000 to \$25,000 the rental value in excess of which, during the hearing of a complaint having to do with an amount of such magnitude, stenography, stenotyping or recording is obligatory.

Section 24 establishes the tariff of taxable expenses applicable before the Board of Revision.

Paragraph a of section 25 provides concordance with section 8. Paragraph b allows the Board of Revision to hear a complaint filed after the delay has expired due to irresistible force or to the tardy mailing of the notice of assessment.

Section 26 provides that a complaint relating to the revision of the assessment roll must be accompanied with a copy or a facsimile of the tax account and that henceforth, such filing will be made with the secretary of the section of the Board of Revision rather than with the clerk of the municipal corporation.

ble ne peut excéder un montant unitaire donné, soit qu'un immeuble n'est pas imposé en fonction de sa pleine valeur réelle, soit qu'il fait l'objet d'une exemption de taxe foncière, le rôle doit aussi, en plus de satisfaire à l'article 8, faire état de la valeur imposable de cet immeuble ou du fait de son exemption, selon le cas. Chaque renseignement inscrit en vertu du présent alinéa doit être accompagné d'une mention de sa source législative sans, toutefois, que l'omission de telle mention n'entraîne nullité de l'inscription.

Le rôle doit également contenir tous les renseignements nécessaires pour fins de cotisations scolaires et, s'il est celui d'une corporation de village ou de campagne, les renseignements requis pour l'élection des membres du conseil.

Lorsque des bâtiments érigés sur plusieurs terrains contigus possédés par le même propriétaire ne forment qu'une seule et même exploitation, ces terrains et bâtiments peuvent être évalués comme un tout sauf si ces immeubles appartiennent à une entreprise de chemins de fer.

2. Sous réserve du paragraphe 1, le ministre prescrit, par règlement, la forme et le contenu du rôle ainsi que le processus administratif et les formules inhérentes à sa confection et à sa tenue à jour. »

8. L'article 8 de ladite loi, remplacé par l'article 4 du chapitre 31 des lois de 1973, est modifié par l'insertion dans la quatrième ligne, après le mot « réelle », des mots « premier janvier précédant le dépôt de ce rôle ou, s'il s'agit de Montréal et de Québec, premier janvier de l'année précédant le dépôt ».

9. L'article 18 de ladite loi, remplacé par l'article 7 du chapitre 46 des lois de 1972 et modifié par l'article 12 du chapitre 31 des lois de 1973 et l'article 1 du chapitre (insérer ici le numéro de chapitre du projet de loi no 45) des lois de 1975, est de nouveau modifié par l'addition, à la fin du paragraphe 3 du premier alinéa, après le mot « taxe » de ce qui suit : « , de même que ceux appartenant à une commission de transport dont le budget, selon la loi, est soumis à un collège d'élus municipaux et ceux appartenant au Bureau

shall not exceed a given unitary amount, or that an immoveable shall not be taxed in relation to its full actual value, or that it is exempt from real estate taxes, the roll, in addition to complying with section 8, must also mention the taxable value of the immoveable or the fact that it is exempt, as the case may be. Every particular entered pursuant to this paragraph must be accompanied with a reference to its legislative source; the omission of such reference shall not, however, entail the nullity of the entry.

The roll must also contain all the information necessary for the purposes of school assessment and, in the case of the roll of a village or rural corporation, the information required for the election of the members of the council.

When several buildings erected on several adjoining lands owned by the same owner constitute but one operation, such lands and buildings may be assessed as one whole except if such immoveables are owned by a railway company.

(2) Subject to subsection 1, the Minister shall prescribe, by regulation, the form and content of the roll as well as the administrative process and the forms necessary for the making and keeping up to date of the roll."

8. Section 8 of the said act, replaced by section 4 of chapter 31 of the statutes of 1973, is amended by inserting after the word "value" in the fourth line, the words "as of 1 January preceding the deposit of the roll or, in the case of Montreal or Québec, as of 1 January of the year preceding the deposit".

9. Section 18 of the said act, replaced by section 7 of chapter 46 of the statutes of 1972 and amended by section 12 of chapter 31 of the statutes of 1973 and by section 1 of chapter (insert here chapter number of Bill No. 45) of the statutes of 1975, is again amended by adding after the word "law" at the end of paragraph 3 of the first paragraph the words "and those owned by a transit commission whose budget, according to law, is submitted to an elected body of municipal officers, and those owned by the Greater Québec Water

L'article 27, par son paragraphe a, prolonge de huit à dix jours le délai qui doit être accordé au plaignant en ce qui concerne l'avis d'audition de plainte. Par son paragraphe b, cet article permet au Bureau de révision de procéder sommairement lorsque l'évaluateur lui recommande d'accorder les conclusions de la plainte. Le consentement de la corporation municipale ou de la municipalité, selon le cas, est toutefois requis lorsque la plainte porte sur la valeur réelle de l'immeuble.

L'article 28 est de concordance avec l'article 8.

L'article 29, par son paragraphe a, porte de huit à quinze jours le délai d'avis prescrit pour la demande d'un plaignant au Bureau de révision en vue de se faire relever de son défaut. Par son paragraphe b, cet article apporte une modification technique à l'article 71 de la Loi sur l'évaluation foncière.

L'article 30 précise dans quel cas le secrétaire du Bureau de révision est tenu d'aviser la municipalité, la corporation municipale et la commission scolaire de la décision rendue sur une plainte.

L'article 31 impartit au Bureau de révision de surseoir à toute plainte exercée simultanément à une action en cassation ou en annulation d'inscription jusqu'au jugement de dernier ressort sur cette action.

L'article 32 spécifie que l'avis introductif d'appel ou d'évocation d'une décision du Bureau de révision peut aussi être signifié au procureur de la partie adverse.

L'article 33, par son paragraphe a, a pour effet d'assujettir à un certificat de l'évaluateur la modification du rôle quant aux renseignements requis pour fins de cotisations scolaires. Par son paragraphe b, cet article permet que le certificat de l'évaluateur porte la signature de celui-ci imprimée, lithographiée ou gravée.

L'article 34 est de concordance avec l'article 6.

L'article 35 est de concordance avec le paragraphe a de l'article 33.

L'article 36 prévoit un nouveau régime de permis régissant les évaluateurs agissant aux fins de la Loi sur l'évaluation foncière.

L'article 37 permet au ministre des affaires municipales, s'il juge que l'intérêt public le commande, d'agir par substitution à une municipalité, une corporation municipale ou

Paragraph a of section 27 prolongs from eight days to ten days the delay granted to the complainant in connection with the notice of the hearing of a complaint. Paragraph b of the same section enables the Board of Revision to apply summary procedure when the assessor recommends granting the conclusions of the complaint. The consent of the municipal corporation or municipality, as the case may be, is required however when the complaint concerns the actual value of the immoveable.

Section 28 provides concordance with section 8.

Paragraph a of section 29 extends from eight days to fifteen days the delay for the notice prescribed for an application by a complainant who wishes to be liberated from default. Paragraph b of the same section provides a technical amendment to section 71 of the Real Estate Assessment Act.

Section 30 specifies the cases where the secretary of the Board of Revision is required to notify the municipality, the municipal corporation and the school board of the decision rendered on a complaint.

Section 31 allows the Board of Revision to suspend any complaint lodged simultaneously with an action to quash or set aside an entry on the roll until final judgment of such action.

Section 32 specifies that the notice to institute an appeal or evocation of a decision of the Board of Revision may also be served on the attorney of the adverse party.

Paragraph a of section 33 provides that an alteration to the roll concerning the information required for school assessment is subject to a certificate of the assessor. Paragraph b of the same section provides that the signature of the assessor on the certificate may be printed, lithographed or engraved.

Section 34 provides for concordance with section 6.

Section 35 provides for concordance with paragraph a of section 33.

Section 36 provides for a new system of permits governing assessors acting for the purposes of the Real Estate Assessment Act.

Section 37 enables the Minister of Municipal Affairs, if he considers that the public interest warrants it, to substitute for a municipality, a municipal corporation or an asses-

d'assainissement des eaux du Québec métropolitain ».

10. L'article 21 de ladite loi, modifié par l'article 13 du chapitre 31 des lois de 1973, est de nouveau modifié:

a) par le remplacement des deux premiers alinéas par le suivant:

« **21.** Le total des taxes foncières municipales sur une ferme ou un boisé y compris les maisons et les autres bâtiments qui s'y trouvent et qui sont destinés à son exploitation ne doit pas dépasser annuellement un pour cent de leur valeur imposable, laquelle quant au terrain, ne peut excéder cent cinquante dollars l'acre. »;

b) par le remplacement partout où ils se rencontrent dans le quatrième alinéa, des mots « la moitié » par les mots « un quart ».

11. L'article 23 de ladite loi, modifié par l'article 14 du chapitre 31 des lois de 1973, est de nouveau modifié:

a) par l'addition, à la fin du second alinéa, des mots « et qui ne peut excéder la fin de l'exercice financier qui précède celui pour lequel le rôle est fait »;

b) par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

« Lorsque le rôle n'a pas été déposé conformément au présent article, le rôle en vigueur le dernier jour où ce dépôt pouvait légalement avoir lieu devient le nouveau rôle de la corporation municipale au lieu du rôle qui devait être déposé selon la loi. »

12. L'article 24 de ladite loi, modifié par l'article 15 du chapitre 31 des lois de 1973, est remplacé par le suivant:

« **24.** Aussitôt que possible après le jour du dépôt du rôle, le greffier de la corporation municipale donne, en français et en anglais, avis que le rôle est déposé à son bureau, que tout intéressé peut y en prendre connaissance et que toute plainte accompagnée d'une copie ou d'un facsimilé du compte de taxes, doit être déposée au bureau de révision ayant juridiction et dont l'avis mentionne l'adresse, avant

Purification Board.»

10. Section 21 of the said act, amended by section 13 of chapter 31 of the statutes of 1973, is again amended:

(a) by replacing the first two paragraphs by the following:

“**21.** The total municipal real estate taxes on a farm or woodlot, including the houses and the other buildings found thereon and intended for its operation must not annually exceed one per cent of its taxable value, which, as regards the land, must not exceed one hundred and fifty dollars per acre.”;

(b) by replacing the word “one-half” by the word “one-quarter” wherever it occurs in the fourth paragraph.

11. Section 23 of the said act, amended by section 14 of chapter 31 of the statutes of 1973, is again amended:

(a) by adding, at the end of the second paragraph, the words “and which shall not be later than the end of the fiscal year preceding that for which the roll is made”;

(b) by adding, at the end, the following paragraph:

“In the event that the roll is not deposited in accordance with this section, the roll in force on the last day for legal deposit becomes the new roll of the municipal corporation instead of the roll which should have been deposited in accordance with the act.”

12. Section 24 of the said act, amended by section 15 of chapter 31 of the statutes of 1973, is replaced by the following:

“**24.** As soon as possible after the day of deposit of the roll, the clerk of the municipal corporation shall give notice, in French and in English, that the roll has been deposited in his office, that any interested person may examine it and that any complaint, accompanied with a copy or facsimile of the tax account, must be filed with the Board of Revision having jurisdiction, at the address mentioned in

à un évaluateur en défaut d'accomplir un acte auquel, légalement, ils sont tenus.

L'article 38 précise le régime fiscal auquel sont assujettis les immeubles non portés au rôle et qui font partie d'un réseau de transport ou de distribution de gaz ainsi que de télécommunications autres qu'une station de radiodiffusion ou de télévision.

L'article 39 permet au ministre des affaires municipales de rendre une ordonnance visant l'ensemble des corporations municipales et ayant pour objet de programmer la mise en oeuvre de la confection du premier rôle annuel conformément au nouveau régime d'évaluation.

L'article 40 dispose que tout engagement de crédit relatif au rôle d'évaluation requiert l'approbation du ministre des affaires municipales et de la Commission municipale, si la période d'engagement excède douze mois.

sor when they fail to perform an act they are legally bound to perform.

Section 38 specifies the fiscal provisions to which are subject the immoveables not entered on the roll which form part of a transport, gas distribution or cable system other than a radio or television station.

Section 39 enables the Minister of Municipal Affairs to make an order covering the aggregate of the municipal corporations with a view to organizing the preparation and actual making of the first annual roll in accordance with the new assessment plan.

Section 40 provides that any commitment of funds regarding the assessment roll requires the approval of the Minister of Municipal Affairs and of the Municipal Commission if the commitment lasts for more than twelve months.

le premier mai ou, à Québec et à Montréal, avant le premier octobre.

La publication de cet avis se fait par affichage au bureau du greffier de la corporation municipale et par insertion, une fois, dans un journal français et dans un journal anglais circulant dans son territoire.

Le ministre, sur demande de la corporation municipale, peut permettre que l'avis soit rédigé en français seulement et il peut dispenser de l'insertion dans un journal. ».

13. L'article 25 de ladite loi, remplacé par l'article 9 du chapitre 46 des lois de 1972 et par l'article 16 du chapitre 31 des lois de 1973, est modifié par l'addition, à la fin du dernier alinéa, de ce qui suit : « Le cas échéant, et nonobstant l'article 24, le délai pour porter plainte est de deux mois de la date fixée par le ministre en vertu du présent alinéa. »

14. L'article 26 de ladite loi, remplacé par l'article 9 du chapitre 46 des lois de 1972, est modifié :

(a) par le remplacement, dans les deuxième et troisième lignes du paragraphe 1, des mots « du premier des exercices financiers pour lesquels » par les mots « de l'exercice financier pour lequel » ;

(b) par le remplacement du paragraphe 2 par le suivant :

« 2. Le greffier doit modifier le rôle pour le rendre conforme à toute décision de dernier ressort rendue sur une plainte ou une contestation dont il fait l'objet. Cette modification doit avoir lieu dans les trente jours suivant la date du jugement de dernier ressort ou, selon le cas, de l'envoi de l'avis prévu à l'article 73. » ;

(c) par l'addition, à la fin du paragraphe 4, de ce qui suit : « Le remboursement doit être effectué dans les trente jours suivant celui de la modification prévue au paragraphe 2. »

15. L'article 32 de ladite loi, modifié par l'article 19 du chapitre 31 des lois de 1973, est de nouveau modifié par le remplacement, dans les troisième et quatrième lignes du troisième alinéa, des mots « l'ex-

the notice, before 1 May or, at Montreal and Québec, before 1 October.

Publication of the notice shall be made by posting it at the office of the clerk of the municipal corporation and by one insertion in a French newspaper and in an English newspaper circulating in its territory.

The Minister, at the request of the municipal corporation, may allow the notice to be drawn up in French only and may dispense with insertion in a newspaper."

13. Section 25 of the said act, replaced by section 9 of chapter 46 of the statutes of 1972 and by section 16 of chapter 31 of the statutes of 1973, is amended by adding, at the end of the last paragraph, the following: "Where such is the case, and notwithstanding section 24, the delay to file a complaint is two months from the date fixed by the Minister pursuant to this paragraph."

14. Section 26 of the said act, replaced by section 9 of chapter 46 of the statutes of 1972, is amended:

(a) by replacing the words "first of the fiscal years" in the second and third lines of subsection 1 by the words "fiscal year";

(b) by replacing subsection 2 by the following:

"(2) The clerk shall alter the roll to make it comply with any final decision rendered on a complaint or contestation of the roll. Such alteration must be made within thirty days after the date of the final judgment or, as the case may be, of the sending of the notice provided for in section 73."

(c) by adding, at the end of subsection 4, the following: "Any refund must be made within thirty days after the date of the alteration provided for in subsection 2."

15. Section 32 of the said act, amended by section 19 of chapter 31 of the statutes of 1973, is again amended by replacing the words "sending of the account for taxes based on the rental value" in the

pédition du compte de taxes basé sur la valeur locative » par les mots « la date à laquelle la taxe est exigible ».

16. L'article 38 de ladite loi, remplacé par l'article 20 du chapitre 31 des lois de 1973, est de nouveau remplacé par le suivant :

« **38.** L'article 27 du Code municipal régit la corporation de comté quant aux fins de la présente loi. Le conseil de comté peut ordonner à l'évaluateur de ne faire l'évaluation que des immeubles compris dans la partie du territoire qu'il indique en vertu du dernier alinéa de l'article 697 du Code municipal. »

17. L'article 39 de ladite loi, remplacé par l'article 20 du chapitre 31 des lois de 1973, est modifié par l'addition, à la fin du dernier alinéa, de ce qui suit : « Il en est de même des dépenses semblables prévues par une corporation de comté, auxquelles s'applique l'article 681a du Code municipal, sous réserve de l'article 37 et du présent article. »

18. L'article 40 de ladite loi, remplacé par l'article 20 du chapitre 31 des lois de 1973, est modifié par le remplacement dans la première ligne du premier alinéa, du mot « Communauté », par les mots « Communauté et dans une corporation de comté, ».

19. L'article 44 de ladite loi, remplacé par l'article 21 du chapitre 31 des lois de 1973, est modifié par le remplacement, dans la septième ligne du cinquième alinéa, des mots « cinquième et sixième » par les mots « et cinquième ».

20. L'article 45 de ladite loi, remplacé par l'article 21 du chapitre 31 des lois de 1973, est modifié par l'addition à la fin du deuxième alinéa de ce qui suit : « Un membre permanent et à temps plein ne doit occuper aucune autre fonction publique ni s'occuper d'autres affaires que de celles de sa charge. »

21. L'article 56 de ladite loi, modifié par l'article 25 du chapitre 31 des lois de 1973, est de nouveau modifié par l'addi-

third and fourth lines of the third paragraph by the words "date the tax is exigible".

16. Section 38 of the said act, replaced by section 20 of chapter 31 of the statutes of 1973, is again replaced by the following :

“**38.** Article 27 of the Municipal Code governs the county corporation for the purposes of this act. The county council may order the assessor to assess only the immoveables included in that part of the territory indicated by it pursuant to the last paragraph of article 697 of the Municipal Code.”

17. Section 39 of the said act, replaced by section 20 of chapter 31 of the statutes of 1973, is amended by adding, at the end of the last paragraph, the following : “The same applies to similar expenses provided for by a county corporation to which article 681a of the Municipal Code applies, subject to section 37 and to this section.”

18. Section 40 of the said act, replaced by section 20 of chapter 31 of the statutes of 1973, is amended by inserting the words “or in a county corporation” after the word “Community” in the first line of the first paragraph.

19. Section 44 of the said act, replaced by section 21 of chapter 31 of the statutes of 1973, is amended by replacing the words “, fifth and sixth” in the sixth line of the fifth paragraph by the words “and fifth”.

20. Section 45 of the said act, replaced by section 21 of chapter 31 of the statutes of 1973, is amended by adding at the end of the second paragraph, the following : “A permanent member working on a full-time basis shall not hold any other public office or deal with matters other than those of his office.”

21. Section 56 of the said act, amended by section 25 of chapter 31 of the statutes of 1973, is again amended by adding,

tion, à la fin du premier alinéa, de ce qui suit: « Cependant, lorsque le plaignant est représenté par un procureur, le Bureau n'est pas obligé de siéger en dehors des heures normales de travail. »

22. L'article 59 de ladite loi, remplacé par l'article 27 du chapitre 31 des lois de 1973, est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

« L'évaluateur peut déléguer un de ses assistants pour le remplacer comme témoin. »

23. L'article 60 de ladite loi est modifié par le remplacement, partout où il se rencontre:

a) du chiffre « 50,000 » par le chiffre « 250,000 »;

b) du chiffre « 3,000 » par le chiffre « 25,000 ».

24. L'article 61 de ladite loi, modifié par l'article 28 du chapitre 31 des lois de 1973, est de nouveau modifié:

a) par le remplacement, dans la cinquième ligne du premier alinéa, du mot « de » par les mots « applicable devant »;

b) par le remplacement du dernier alinéa par le suivant:

« Sous réserve de l'article 53, si la plainte a pour objet une valeur foncière inférieure à \$250,000 ou une valeur locative inférieure à \$25,000, les seuls frais auxquels le plaignant peut être condamné en vertu du premier alinéa sont ceux de sténographie, sténotypie ou enregistrement des dépositions et de leur transcription, s'il en est. »

25. L'article 66 de ladite loi, modifié par l'article 15 du chapitre 46 des lois de 1972 et l'article 32 du chapitre 31 des lois de 1973, est de nouveau modifié:

a) par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

« La plainte doit exposer succinctement les motifs invoqués à son soutien. Si elle allègue que la valeur de l'immeuble inscrite au rôle est trop élevée, elle en doit indiquer la valeur selon l'article 8, dans l'opinion du plaignant. »;

b) par l'addition, à la fin du troisième alinéa, de ce qui suit: « En cas de force

at the end of the first paragraph, the following: "However, when the complainant is represented by an attorney, the Board is not required to sit outside regular working hours."

22. Section 59 of the said act, replaced by section 27 of chapter 31 of the statutes of 1973, is amended by adding, at the end, the following paragraph:

"The assessor may delegate one of his assistants to replace him as a witness."

23. Section 60 of the said act is amended by replacing, wherever it occurs,

(a) the figure "50,000" by the figure "250,000";

(b) the figure "3,000" by the figure "25,000".

24. Section 61 of the said act, amended by section 28 of chapter 31 of the statutes of 1973, is again amended:

(a) by replacing the word "of" in the sixth line of the first paragraph by the words "applicable before".

(b) by replacing the last paragraph by the following:

"Subject to section 53, if the complaint involves a real estate value of less than \$250,000 or a rental value of less than \$25,000, the only costs to which the complainant may be condemned pursuant to the first paragraph are those of stenography, stenotyping or the recording of the depositions and their transcription, if any."

25. Section 66 of the said act, amended by section 15 of chapter 46 of the statutes of 1972 and by section 32 of chapter 31 of the statutes of 1973, is again amended:

(a) by replacing the second paragraph, by the following:

"The complaint must state briefly the grounds invoked. If it alleges that the value of the immovable entered on the roll is too high, it must state its value according to section 8, in the opinion of the complainant.";

(b) by adding, at the end of the third paragraph, the following: "In the event of

majeure ou lorsque le greffier, sans l'autorisation du ministre ou au-delà de la date que celui-ci autorise en vertu de l'article 25, expédie tardivement l'avis d'évaluation, le Bureau peut recevoir une plainte déposée après l'expiration du délai pour porter plainte. »

26. L'article 67 de ladite loi, modifié par l'article 33 du chapitre 31 des lois de 1973, est de nouveau modifié :

a) par le remplacement, dans les troisième, quatrième, cinquième et sixième lignes du premier alinéa, des mots « au greffier de la corporation municipale qui en transmet immédiatement l'original au secrétaire de la section du Bureau et copie à l'évaluateur » par ce qui suit : « accompagnée d'une copie ou d'un fac-similé du compte de taxes, au secrétaire de la section du Bureau, lequel transmet immédiatement copie de ces pièces au greffier de la corporation municipale et à l'évaluateur, sans toutefois, que l'absence de la copie ou du fac-similé du compte ne soit un motif de rejet de la plainte » ;

b) par le remplacement, dans la deuxième ligne du deuxième alinéa, du mot « greffier » par les mots « secrétaire de la section du Bureau ».

27. L'article 69 de ladite loi, modifié par l'article 34 du chapitre 31 des lois de 1973, est remplacé par le suivant :

« **69.** L'audition d'une plainte ne peut avoir lieu sans un avis écrit du secrétaire de la section remis en personne ou expédié par la poste, au moins dix jours auparavant, au plaignant et, dans le cas prévu au deuxième alinéa de l'article 67, au propriétaire de l'immeuble visé.

Cependant, le Bureau peut adjuger sommairement au plaignant les conclusions de sa plainte et donner avis de telle décision aux parties chaque fois que l'évaluateur en fait la recommandation avec le consentement des parties intimées. Ce consentement, toutefois, n'est pas requis lorsque la plainte a pour unique objet la correction d'une erreur d'écriture et lorsque le rapport de l'évaluateur consécutif

irrésistible force or where the clerk, without authorization of the Minister or beyond the date authorized by the Minister by virtue of section 25, mails the notice of assessment tardily, the Board may receive a complaint filed after the delay to lodge a complaint has expired."

26. Section 67 of the said act, amended by section 33 of chapter 31 of the statutes of 1973, is again amended :

(a) by replacing the words "to the clerk of the municipal corporation who shall immediately send the original of it to the secretary of the section of the Board and a copy to the assessor" in the third, fourth, fifth and sixth lines of the first paragraph by the following: " , together with a copy or a facsimile of the account for taxes, to the secretary of the section of the Board, who shall immediately send a copy of such documents to the clerk of the municipal corporation and to the assessor, but the absence of a copy or facsimile of the account shall not be cause to dismiss the complaint";

(b) by replacing the word "clerk" in the third line of the second paragraph by the words "secretary of the section of the Board".

27. Section 69 of the said act, amended by section 34 of chapter 31 of the statutes of 1973, is replaced by the following :

"**69.** The hearing of a complaint shall not take place without a written notice by the secretary of the section handed personally or mailed at least ten days previously to the complainant and, in the case provided for in the second paragraph of section 67, to the owner of the immovable concerned.

However, the Board may adjudge summarily in favour of the complainant the conclusions of his complaint and give notice of such decision to the parties whenever the assessor so recommends with the consent of the parties respondent. Such consent, however, shall not be required when the sole object of the complaint is the correction of a clerical error and when the report of the assessor pursuant to

à cette plainte recommande que la correction demandée soit faite. »

28. L'article 70 de ladite loi, modifié par l'article 35 du chapitre 31 des lois de 1973, est de nouveau modifié par l'addition, à la fin du second alinéa, des mots « en tenant compte des prescriptions de l'article 8 ».

29. L'article 71 de ladite loi, modifié par l'article 16 du chapitre 46 des lois de 1972 et l'article 36 du chapitre 31 des lois de 1973, est de nouveau modifié:

a) par le remplacement, dans la troisième ligne du second alinéa, du mot « huit » par le mot « quinze »;

b) par le remplacement, dans la dernière ligne du second alinéa, du chiffre « 81 » par le chiffre « 69 ».

30. L'article 73 de ladite loi, remplacé par l'article 37 du chapitre 31 des lois de 1973, est de nouveau remplacé par le suivant:

« **73.** Dans les quinze jours qui suivent l'expiration du délai d'appel, si tel est le cas, le secrétaire du Bureau avise de la décision de celui-ci la municipalité, la corporation municipale et la commission scolaire; tout rôle d'évaluation et tout rôle de perception doit être modifié si nécessaire pour tenir compte de la décision. »

31. L'article 76 de ladite loi, remplacé par l'article 17 du chapitre 46 des lois de 1972, est modifié par le remplacement du troisième alinéa par le suivant:

« Lorsque le recours prévu au présent article et celui qu'accorde l'article 66 sont exercés simultanément le Bureau doit surseoir à toute procédure relative à la plainte jusqu'au jugement de dernier ressort. »

32. L'article 78 de ladite loi, modifié par l'article 38 du chapitre 31 des lois de 1973, est de nouveau modifié par l'insertion après le mot « adverse » dans la première ligne du second alinéa, des mots « ou à son procureur ».

such complaint recommends that the correction requested be made."

28. Section 70 of the said act, amended by section 35 of chapter 31 of the statutes of 1973, is again amended by adding at the end of the second paragraph, the words " , taking into account the prescriptions of section 8 ".

29. Section 71 of the said act, amended by section 16 of chapter 46 of the statutes of 1972 and by section 36 of chapter 31 of the statutes of 1973, is again amended:

(a) by replacing the word "eight" in the third line of the second paragraph by the word "fifteen";

(b) by replacing the figure "81" in the last line of the second paragraph by the figure "69".

30. Section 73 of the said act, replaced by section 37 of chapter 31 of the statutes of 1973, is again replaced by the following:

"**73.** Within fifteen days after the expiry of the delay for appeal, if such is the case, the secretary of the Board shall notify the municipality, the municipal corporation and the school board of the decision of the Board; every assessment roll and every collection roll must be altered if necessary to comply with the decision."

31. Section 76 of the said act, replaced by section 17 of chapter 46 of the statutes of 1972, is amended by replacing the third paragraph by the following:

"Where the recourse provided in this section and that granted by section 66 are exercised simultaneously, the Board must suspend any proceedings relating to the complaint until judgment in final jurisdiction."

32. Section 78 of the said act, amended by section 38 of chapter 31 of the statutes of 1973, is again amended by inserting the words "or his attorney" after the word "party" in the second line of the second paragraph.

33. L'article 88 de ladite loi, remplacé par l'article 21 du chapitre 46 des lois de 1972 et modifié par l'article 41 du chapitre 31 des lois de 1973, est de nouveau modifié:

a) par le remplacement, dans la deuxième ligne du premier alinéa, des mots « aux paragraphes *h* et *i* » par les mots « au paragraphe *h* »;

b) par l'addition, à la fin du premier alinéa, de ce qui suit: « La signature de l'évaluateur peut être imprimée, lithographiée ou gravée sur le certificat. »

34. Les articles 89 et 90 de ladite loi sont abrogés.

35. L'article 94 de ladite loi, remplacé par l'article 22 du chapitre 46 des lois de 1972 et l'article 46 du chapitre 31 des lois de 1973, est modifié par le remplacement, dans les première et deuxième lignes, des mots « aux paragraphes *h* et *i* » par les mots « au paragraphe *h* ».

36. L'article 97 de ladite loi, modifié par l'article 47 du chapitre 31 des lois de 1973, est remplacé par le suivant:

« **97.** Nul ne peut agir comme évaluateur pour les fins de la présente loi sans détenir un permis à cette fin.

Ce permis est délivré par la Corporation des évaluateurs agréés du Québec à toute personne qui devient membre de cette Corporation après le 1^{er} janvier 1976 et il est délivré par la Commission à toute autre personne. Cependant, la Commission a seule le droit de délivrer un permis à un évaluateur qui, en cette qualité, est fonctionnaire permanent; lorsque le détenteur d'un permis délivré par la Corporation devient fonctionnaire permanent à titre d'évaluateur, la Commission lui délivre sur demande un nouveau permis en remplacement de celui que lui avait délivré la Corporation

La Corporation et la Commission établissent, après consultation mutuelle, les critères selon lesquels chacune délivre le permis. L'établissement des critères requiert l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil.

33. Section 88 of the said act, replaced by section 21 of chapter 46 of the statutes of 1972 and amended by section 41 of chapter 31 of the statutes of 1973, is again amended:

(a) by replacing the words "paragraphs *h* and *i*" in the second line of the first paragraph by the word and letter "paragraph *h*";

(b) by adding at the end of the first paragraph the following: "The signature of the assessor may be printed, lithographed or engraved on the certificate."

34. Sections 89 and 90 of the said act are repealed.

35. Section 94 of the said act, replaced by section 22 of chapter 46 of the statutes of 1972 and section 46 of chapter 31 of the statutes of 1973, is amended by replacing the words "paragraphs *h* and *i*" in the second line by the word and letter "paragraph *h*".

36. Section 97 of the said act, amended by section 47 of chapter 31 of the statutes of 1973, is replaced by the following:

« **97.** No person may act as an assessor for the purposes of this act without holding a permit for that purpose.

Such permit shall be issued by the Corporation of Chartered Appraisers of Québec to every person who becomes a member of such Corporation after 1 January 1976 and it shall be issued to any other person by the Commission. However, only the Commission shall have the right to issue a permit to an assessor who, in that capacity, is a permanent officer; when the holder of a permit issued by the Corporation becomes a permanent officer as an assessor, the Commission, upon application, shall issue him a new permit to replace that issued by the Corporation.

The Corporation and the Commission shall, after mutual consultation, establish the criteria according to which each shall issue the permit. The establishment of the criteria shall require the approval of the Lieutenant-Governor in Council.

La Corporation et la Commission peuvent chacune révoquer les permis qu'elles ont délivrés.

La révocation du permis d'une personne qui est fonctionnaire permanent entraîne sa destitution à ce titre.

La révocation du permis d'une personne qui n'est pas un fonctionnaire permanent met fin à tout contrat relatif au rôle d'une municipalité; toutefois, si cette personne est une société ou une corporation, le conseil peut conserver ses obligations contractuelles avec celle-ci pourvu qu'un de ses administrateurs ou employés autre que celui dont le permis est révoqué soit à la date de la révocation muni du permis prévu au présent article.

La Corporation donne avis à la Commission de la délivrance et de la révocation de tout permis et la Commission fait de même envers la Corporation. »

37. L'article 98 de ladite loi, remplacé par l'article 48 du chapitre 31 des lois de 1973, est de nouveau remplacé par le suivant :

« **98.** Le ministre, s'il juge que l'intérêt public le commande, peut accomplir tout acte que la présente loi ou une ordonnance ou un règlement rendue ou adopté, selon le cas, en vertu de la présente loi impose à une municipalité, à une corporation municipale ou à un évaluateur. Le cas échéant, tout acte que pose le ministre a le même effet que si cet acte émanait de la municipalité, de la corporation municipale ou de l'évaluateur.

Le ministre peut, aux fins du présent article, mandater un représentant. »

38. L'article 100 de ladite loi, remplacé par l'article 23 du chapitre 46 des lois de 1972 et l'article 2 du chapitre (*insérer ici le numéro de chapitre du projet de loi no 45*) des lois de 1975, est modifié :

a) par le remplacement du paragraphe 1 par le suivant :

« **100.** 1. Toute personne qui exploite un réseau dont certains immeubles ne sont pas portés au rôle en vertu des paragraphes *f* ou *h* de l'article 13 doit payer, à titre de taxe foncière sur ces immeubles pour chaque exercice financier municipal

The Corporation and the Commission may each cancel the permits they have issued.

The cancellation of the permit of a person who is a permanent officer shall entail his dismissal from that office.

The cancellation of the permit of a person who is not a permanent officer shall terminate any contract relating to the roll of a municipality; however, if such person is a partnership or a corporation, the council may retain its contractual obligations towards it provided that one of its directors or employees other than the person whose permit is cancelled holds the permit mentioned in this section on the date of cancellation.

The Corporation shall notify the Commission of the issue and cancellation of any permit and the Commission shall similarly notify the Corporation. »

37. Section 98 of the said act, replaced by section 48 of chapter 31 of the statutes of 1973, is again replaced by the following :

« **98.** The Minister may, if he considers it imperative in the public interest, perform any act that this act or an order or regulation made under this act imposes on a municipality, a municipal corporation or an assessor. In such case, any act performed by the Minister shall have the same effect as if such act emanated from the municipality, the municipal corporation or the assessor.

The Minister may, for the purposes of this section, appoint a delegate. »

38. Section 100 of the said act, replaced by section 23 of chapter 46 of the statutes of 1972 and section 2 of chapter (*insert here the chapter number of Bill No. 45*) of the statutes of 1975, is amended :

(a) by replacing subsection 1 by the following :

« **100.** (1) Every person operating a system certain immoveables of which are not entered on the roll under paragraph *f* or *h* of section 13 shall pay, as real estate tax on such immoveables for each municipal or school fiscal year commencing in a

et scolaire commençant dans une année, une taxe équivalant à dix pour cent des revenus nets de son exercice financier terminé pendant l'année civile précédente. »;

b) par le remplacement du paragraphe 2 par le suivant :

« 2. Aux fins du paragraphe 1, les revenus nets d'une personne visée audit paragraphe qui exploite un réseau qui n'est pas confiné au Québec dans une année s'établissent de la façon que détermine le lieutenant-gouverneur en conseil par règlement. »;

c) par le remplacement du paragraphe 5 par le suivant :

« 5. Aux fins de l'application du présent article et de l'article 118c, lesdits articles sont considérés comme une loi fiscale au sens de la Loi du ministère du revenu (1972, chapitre 22). »

39. L'article 108 de ladite loi, remplacé par l'article 26 du chapitre 46 des lois de 1972 et modifié par l'article 54 du chapitre 31 des lois de 1973, est remplacé par le suivant :

« **108.** Le ministre peut, par ordonnance, prescrire pour l'ensemble des corporations municipales :

a) le premier exercice financier pour lequel le premier rôle annuel doit être fait selon la présente loi;

b) les principales phases de la confection du rôle visé au paragraphe a;

c) le calendrier de réalisation des phases déterminées en vertu du paragraphe b;

d) les catégories de corporations municipales à qui l'ordonnance s'applique distinctement et les modalités de cette distinction.

Le ministre peut dispenser, en tout ou en partie, de l'application de quelque ordonnance qu'il rend en vertu du présent article les corporations municipales ou les catégories d'entre elles qu'il indique. Cette dispense vaut pour la période que fixe le ministre ou, à défaut, jusqu'au 15 novembre 1983. Elle doit être publiée sans délai dans la *Gazette officielle du Québec*.

À l'exclusion des corporations municipales qui sont comprises dans une Communauté, le ministre ne peut rendre d'ordonnance à l'égard des corporations municipi-

year, a tax equal to ten per cent of the net revenue of his fiscal year ending during the preceding calendar year.”;

(b) by replacing subsection 2 by the following:

“(2) For the purposes of subsection 1, the net revenue of a person contemplated in the said subsection operating a system not confined to the province of Québec in a year shall be established in the manner prescribed by the Lieutenant-Governor in Council by regulation.”;

(c) by replacing subsection 5 by the following:

“(5) For the purposes of the application of this section and section 118c, the said sections shall be considered to be a fiscal law within the meaning of the Revenue Department Act (1972, chapter 22).”

39. Section 108 of the said act, replaced by section 26 of chapter 46 of the statutes of 1972 and amended by section 54 of chapter 31 of the statutes of 1973, is replaced by the following:

“**108.** The Minister may, by order, prescribe for the aggregate of municipal corporations:

(a) the first fiscal for which the first annual roll must be prepared in accordance with this act;

(b) the main stages of the preparation of the roll contemplated in paragraph a;

(c) the schedule for the carrying out of the stages determined under paragraph b;

(d) the categories of municipal corporations to which the order applies distinctly and the terms and conditions of such distinction.

The Minister may exempt, in whole or in part, from the application of any order he may make under this section the municipal corporations or categories of municipal corporations he indicates. Such exemption shall avail for the period fixed by the Minister or, if no period is fixed, until 15 November 1983. It must be published without delay in the *Gazette Officielle du Québec*.

Except with regard to municipal corporations included in a Community, the Minister shall not make any order in respect of municipal corporations included

pales faisant partie d'une corporation de comté que sur requête de cette dernière.

Une ordonnance rendue en vertu du présent article, du fait qu'elle vise des corporations municipales, oblige également l'évaluateur de la municipalité. »

40. L'article 118*a* de ladite loi, édicté par l'article 30 du chapitre 46 des lois de 1972, est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant :

« Nonobstant l'article 25 de la Loi de la Commission municipale (Statuts refondus, 1964, chapitre 170), toute convention par laquelle une municipalité ou corporation municipale engage son crédit pour une période excédant douze mois afin de défrayer des dépenses relatives au rôle requiert l'approbation du ministre et de la Commission. »

41. Les permis délivrés antérieurement à l'entrée en vigueur de la présente loi demeurent valides et sont assimilés pour l'avenir à des permis délivrés par la Commission municipale du Québec en vertu de l'article 97 de la Loi sur l'évaluation foncière tel que remplacé par l'article 36 de la présente loi.

42. Le paragraphe *a* de l'article 1, l'article 9 et l'article 38 de la présente loi ont effet à compter du 1^{er} janvier 1972.

Le paragraphe 1 de l'article 6 de la Loi sur l'évaluation foncière édicté par l'article 6 de la présente loi ainsi que les articles 8 et 14 de la présente loi n'ont effet, à l'égard d'un rôle, qu'à compter du jour où la corporation municipale est visée par une ordonnance rendue en vertu du paragraphe *a* de l'article 108 de la Loi sur l'évaluation foncière.

Les articles 12 et 26 de la présente loi ont effet à compter de la révision du rôle pour l'exercice financier 1977 des corporations municipales ou, s'il s'agit de Québec et de Montréal, pour l'exercice financier 1976/1977.

Le paragraphe *a* de l'article 25 de la présente loi n'a effet qu'à compter du dépôt du premier rôle annuel de la corporation municipale confectionné suivant une ordonnance rendue en vertu du paragraphe *a* de l'article 108 de la Loi sur l'évaluation foncière.

in a county corporation unless the county corporation applies therefor.

An order made under this section shall, by the fact it concerns municipal corporations, also bind the assessor of the municipality."

40. Section 118*a* of the said act, enacted by section 30 of chapter 46 of the statutes of 1972, is amended by adding at the end the following paragraph:

"Notwithstanding section 25 of the Municipal Commission Act (Revised Statutes, 1964, chapter 170), every agreement by which a municipality or a municipal corporation engages its credit for a period exceeding twelve months to defray the expenditures relating to the roll shall require the approval of the Minister and the Commission."

41. The permits issued before the coming into force of this act shall remain valid and shall be classed for the future as permits issued by the Québec Municipal Commission under section 97 of the Real Estate Assessment Act replaced by section 36 of this act.

42. Paragraph *a* of section 1, section 9 and section 38 of this act have effect from 1 January 1972.

Subsection 1 of section 6 of the Real Estate Assessment Act enacted by section 6 of this act and sections 8 and 14 of this act shall have effect, with respect to a roll, only from the day when a municipal corporation is contemplated by an order made under paragraph *a* of section 108 of the Real Estate Assessment Act.

Sections 12 and 26 of this act have effect from the revision of the roll for the 1977 fiscal year of the municipal corporations or, in the case of Québec or Montréal, for the 1976/1977 fiscal year.

Paragraph *a* of section 25 of this act shall have effect only from the filing of the first annual roll of the municipal corporation prepared in accordance with an order made under paragraph *a* of section 108 of the Real Estate Assessment Act.

Les articles 28 et 34 de la présente loi n'ont effet qu'à compter de l'entrée en vigueur, pour une corporation municipale, de son premier rôle annuel suivant une ordonnance rendue en vertu du paragraphe *a* de l'article 108 de la Loi sur l'évaluation foncière.

43. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

Sections 28 and 34 of this act shall have effect only from the coming into force, for a municipal corporation, of its first annual roll according to an order made under paragraph *a* of section 108 of the Real Estate Assessment Act.

43. This act shall come into force on the day of its sanction.